

LES PROBLÈMES DE LA LUTTE CONTRE LE FASCISME

Luigi FABBRI

1927 - 1934

d'après l'ouvrage "*La Lutte humaine*" de Gaetano MANFREDONIA,

Troisième partie, 2^{ème} question: **LA QUESTION DES ALLIANCES**

aux *Éditions du Monde libertaire*

1994

Les anarchistes et les alliances (1)

Je lis depuis peu les journaux américains - les journaux italiens bien sûr et ceux dits «*subversifs*» - et dans ceux que je lis je m'aperçois qu'il y a là-bas une quantité de braves gens qui veulent trouver des accords, passer des alliances, combiner des actions communes, etc..., pour combattre le fascisme. Cependant, dans leur fièvre d'action, ils se fâchent avec tous, y compris entre eux, et ils provoquent des conflits y compris parmi ceux qui étaient déjà unis.

Je me demande si le jeu vaut la chandelle ou même simplement s'il vaut la peine d'être joué. Le fascisme n'y perd rien et, peut-être, est-il gagnant. On dit: «*L'union fait la force*», mais cela est vrai lorsqu'on unit des forces un peu homogènes et non pas opposées. Quand je vois, comme dans *Il Nuovo mondo* de New York, par exemple, les libéraux et les anarchistes s'afficher côte à côte - même en admettant qu'ils n'en viennent pas à se crêper le chignon -, je me demande ce qu'ils peuvent faire de concret ensemble. Rien!

Rien, à moins que les uns et les autres, ou les deux, ne renoncent à leurs propres principes; aux aspects non pas secondaires et négligeables de leur programme mais à leurs principes fondamentaux qui sont leur raison d'être. Trois cas de figure sont ici possibles. Soit ils y renoncent pour de bon, et alors ils ne sont plus eux-mêmes mais des convertis qui fondent un autre parti et ils devront commencer par se disputer avec leurs partis d'origine. Soit ils n'y renoncent pas, et alors ils ne pourront rien faire ensemble puisque leurs principes ne sont pas de simples abstractions mais des modes de conduite qui investissent tous les champs possibles de leur action. Ils ne peuvent donc pas faire une chose et son contraire en même temps. Soit encore ils n'y renoncent pas, tout en faisant semblant d'y renoncer et la chose devient encore moins sérieuse!

On peut répondre à cela qu'il existe des initiatives qui n'empiètent pas dans le domaine politique particulier des uns et des autres et qui peuvent être menées ensemble. Hélas, je n'en vois pas mais, s'il y en avait, elles ne pourraient être que de peu d'importance et telles que l'on pourrait les réaliser quand même, sans besoin de se forcer à une union trop criante où les pertes seraient supérieures aux gains. De telles initiatives, à coup sûr, obtiendraient un meilleur résultat et seraient plus profitables si elles étaient menées séparément.

J'ai pris comme exemple le rapprochement dont a fait état le journal *Il Nuovo mondo* - irréalisable et hy-

(1) *Germinal*, n°3, mars 1927, Chicago. Ce texte sera repris par Borghi dans sa brochure «*Gli anarchici e le alleanze*» (éd. du *Cercle ouvrier de culture sociale* de New York, New York, 1927, p. 49-55).

pothétique, j'en suis sûr -, entre anarchistes et libéraux (mais y a-t-il encore des libéraux aux États-Unis?) pour montrer les contradictions les plus criantes. On pourrait dire d'ailleurs la même chose à propos des autres partis: populaire, républicain, socialiste, communiste, syndicaliste, etc...

Si ces alliances avaient voulu embrasser moins de monde, limiter leur rayonnement aux partis ayant le plus de points en commun et le moins de divergences, elles auraient pu - peut-être - mieux résister à la critique et au choc de la réalité. J'ai dit «*peut-être*» car ce type d'alliance aussi est devenu très problématique. En effet, les temps ont changé et les partis autoritaires, plus encore qu'avant la guerre, font preuve d'une volonté hégémonique d'absorption. Ce qui convient le mieux aux anarchistes - tout au moins actuellement - est de suivre leur chemin tout droit, avec leurs forces, leurs hommes et leurs journaux, avec comme ligne directrice leurs idées.

L'expérience aussi doit servir à quelque chose. Voyez en France la sale affaire garibaldienne dans laquelle trois ou quatre de nos camarades - malgré les bonnes intentions et un passé valeureux - ont laissé pas mal de plumes, et une bonne partie de leur dignité, de leur sérieux et de leur respectabilité! Elle a contribué - elle qui voulait unir tout le monde - à semer la suspicion et la discorde plus que la manie polémique des différents partis mis ensemble. Et c'est ce qui est en train de se produire en Amérique. Heureusement, jusqu'ici, cela n'a rien de comparable avec les choses ignobles qui ont eu lieu en France. Mais les apôtres de l'union à tout prix, malgré leurs bonnes intentions, sont ceux qui justement augmentent la discorde.

Si après deux ans d'efforts les partisans des alliances en sont toujours là, en train de se défendre et de contrer ceux qui devraient être leurs alliés (même en admettant qu'ils aient raison), cela ne constitue-t-il pas une preuve que leur tentative a échoué et qu'ils feraient mieux de changer de route sous peine de nuire encore davantage à la cause pour laquelle ils veulent se battre?

Je ne parle pas ici de la question générale de l'utilité des alliances. Certes, je ne nie pas que les arguments en leur faveur ne manquent pas et qu'il puisse y avoir des circonstances exceptionnelles qui les imposent, quand il s'agit de forces qui ne sont ni trop hétérogènes ni trop opposées. Il faut cependant reconnaître que les arguments contraires sont très forts et que leur poids s'est accru ces derniers temps, tandis que les circonstances favorables aux alliances font défaut. Il y a là un problème qui devrait être étudié et envisagé à partir de critères nouveaux sur la base de l'expérience; on arriverait peut-être ainsi à la conclusion que beaucoup des rapprochements concevables et possibles en 1890, 1900 ou en 1913, étaient déjà en 1919-1920 problématiques, tandis qu'en 1926 ils sont à déconseiller.

De toute façon, même si l'on aborde cette question théorique sous l'angle le moins défavorable, les partisans des alliances - si toutefois il y en a parmi les anarchistes -, doivent convenir qu'actuellement c'est le moment le moins opportun de nous perdre et de perdre du temps au milieu de mouvements fourre-tout, chaotiques et sans profit. En outre, en ce moment, les différentes colonies italiennes sont envahies par des éléments si indésirables - bien qu'ils se disent antifascistes - qu'il faudrait, ne fût-ce que par mesure préventive, se garder, avant que le milieu ne soit désinfecté, de ces embrassades universelles et confusionnistes qui peuvent diffuser les germes... du choléra.

Si j'étais à la place des anarchistes italiens de l'Amérique du Nord, je me limiterais à rejoindre ce «*Front unique anarchiste*» dont parle l'ami Damiani. C'est-à-dire: faire ensemble tout le travail que les anarchistes des différents courants peuvent mener en commun sans que chacun d'eux ne renonce à poursuivre de son côté les activités qui l'intéressent particulièrement ou sur lesquelles il y a désaccord.

En ce qui concerne plus spécialement le courant anarchiste auquel j'appartiens - celui favorable à l'organisation permanente des anarchistes en groupes, en fédérations ou en unions de groupes -, il faudrait, en outre, respecter une autre condition. Avant de s'engager avec des forces extérieures sur des questions politiques importantes, les anarchistes organisés devraient d'abord se consulter et s'entendre entre eux au sein de leur propre organisation. Je ne pense pas qu'en Amérique il y ait des organisations italiennes de ce type. Et je ne pense pas non plus qu'il y ait des camarades de mon propre courant d'idées qui soient englués dans les imbroglios des politiques de front unique.

Cependant, puisque dans le passé on a parfois essayé de mêler l'*Union anarchiste italienne* - ainsi que les camarades restés en Italie - à ces polémiques, il n'est pas inutile de répéter encore une fois que l'U.A.I. n'est en rien concernée par celles-ci. L'U.A.I. ne peut pas, bien évidemment, intervenir dans des choses qu'en grande partie elle ignore et qui se produisent si loin. Elle a en outre suffisamment d'autres chats à fouetter en Italie pour s'occuper d'autre chose. Mais si on voulait vraiment connaître son avis, signalons que

celui-ci a déjà été exprimé depuis un bon moment. Déjà au congrès de Bologne de 1920, et d'une manière encore plus claire et affirmée à celui d'Ancône en 1921, l'U.A.I. se déclara opposée à toute politique des blocs, de fronts uniques ou d'alliances avec d'autres partis et organisations.

Ces motions n'ont jamais été révoquées, au contraire! Elles furent implicitement confirmées (à propos de questions analogues) par les colloques et les congrès suivants, y compris par le congrès de 1926, et par la rencontre plus restreinte d'août. Quand on a demandé, de surcroît, leur avis personnel aux camarades membres des différentes commissions de correspondance qui se sont succédées, eux aussi se sont toujours déclarés opposés à ce type d'alliances; enfin, en diverses occasions, d'autres camarades plus ou moins connus, organisés ou non, résidant en Italie, ont fait de même. Les camarades restés en Italie, toutefois, sont placés désormais dans une telle situation qu'il serait opportun de les laisser en paix - ne fût-ce que par une marque élémentaire de respect - et de renoncer à les accabler ou bien à s'en servir comme d'un bouclier.

En ce qui me concerne, j'ai l'impression de répéter des choses dites déjà maintes fois dans le passé. S'il y a des anarchistes qui ressentent le besoin de s'organiser - que les anarchistes en désaccord avec moi m'excusent de revenir sur la question, mais pour moi le problème de l'organisation est une chose de premier ordre -, ils n'ont qu'à commencer à le faire entre eux avant de rechercher, en ordre dispersé auprès des autres groupements, des formes de solidarité qui ne pourront jamais être ni complètes ni désintéressées et qui parfois sont feintes. Avant d'aller en quête de fronts uniques hétérogènes et malaisés - pour ne rien ajouter d'autre -, qu'ils essayent au moins de réaliser le front unique des anarchistes, car si cela n'est pas possible entre eux, comment le serait-il avec les autres?

Après on verra! Et on pourra constater, peut-être, que quand les anarchistes sont bien unis, quand les organisations fonctionnent bien et avec suivi, il n'y a plus aucune nécessité de créer au dehors des mouvements fictifs ou bâtis sur des sables mouvants. Je dis cela sans une ombre d'hostilité personnelle envers tous ces bons camarades que je sais d'une autre opinion et avec lesquels je continue, malgré cela, à rester personnellement ami. Mais c'est vraiment le cas de répéter: *Amicus Plato, sed magis amica veritas* (*).

Réponse à l'enquête de «*Giustizia e Libertà*» (2)

La revue de «Giustizia e Libertà» avait lancé dans son numéro de décembre 1932 une enquête sur «la révision des positions antifascistes». Parmi les thèmes qu'elle souhaitait voir aborder figurait: «Le fascisme, la situation italienne, les finalités du courant révolutionnaire, les différentes formes de la lutte politique». La réponse fort longue de Fabbri fut publiée en partie seulement par les rédacteurs des «Quaderni» qui en résumèrent les passages les plus longs. Nous reproduisons ici, quant à nous, seulement la première partie qui traite des rapports entre «Giustizia e Libertà» et les anarchistes. (Note de l'Éditeur).

Il se peut que mon avis - tout empreint d'une franche sympathie sur l'attitude à adopter vis-à-vis de *Giustizia e Libertà* - soit désavoué par bon nombre de mes amis politiques, même s'il y en a d'autres qui le partagent ou qui se laissent gagner par l'enthousiasme.

Je crois que si *Giustizia e Libertà* garde son élan initial et surtout son caractère de mouvement d'action insurrectionnel en Italie - action immédiate, dès maintenant et non pas seulement en tant que projet à venir -, il pourra être un élément de premier ordre pour la révolution italienne. Ce que j'approuve surtout c'est l'idée que la révolution doit procéder immédiatement, dès ses premiers pas, à des réalisations pratiques de démolition, d'expropriation et de réorganisation sans les remettre à plus tard, aux décisions aléatoires de constituantes, de plébiscites, de gouvernements. Ces réalisations seront autant d'acquis, de faits accomplis pour le peuple italien, que l'on ne pourra pas effacer ou qui, tout au moins, ne permettront pas de retours en arrière trop importants. Quant à l'étendue de ces réalisations, à leur caractère, etc..., tout cela doit faire l'objet de discussion, mais le dernier mot reviendra aux masses révoltées et aux forces qui agiront en leur

(* *Platon est mon ami, mais la vérité est une meilleure amie. (Note A.M.).*

(2) *Quaderno n°7 di «Giustizia e Libertà», (Cahier n°7 de «Giustizia e Libertà»), Paris, juin. 1933, pp.111-114.*

sein. Je trouve aussi préférable à toute méthode centralisatrice ou à tout système unique, la méthode de *Giustizia e Libertà* qui vise à susciter spontanément les initiatives révolutionnaires et à aider les forces à se coordonner, à s'entendre, seulement du point de vue idéologique et pratique.

Je dois toutefois ajouter que *Giustizia e Libertà* a commis une erreur en ne limitant pas ses fonctions à celles d'une organisation de combat ainsi qu'il était apparu à ses débuts. En se dotant d'un programme trop précis il a eu tendance à mettre en avant les opinions démocratiques, plus ou moins sociales, de ses fondateurs et de ses partisans. Or ces partis pris qui visent à endiguer préventivement la révolution justifient les craintes de ceux qui pensent que *Giustizia e Libertà* soit infiltré par la bourgeoisie radicale préoccupée de sauver, au moment de la révolution, le plus de privilèges possibles pour sa classe. Il se peut que telle n'ait pas été l'intention des initiateurs du mouvement, ce qui nous incite, quant à nous, à croire au langage de *Giustizia e Libertà* et à quelques-unes des parties les plus sympathiques de son programme. Mais l'impression contraire demeure, tout comme demeure la possibilité de voir évoluer ce mouvement dans un sens démocratique bourgeois. Or cette crainte ne peut que refroidir beaucoup de révolutionnaires parmi les plus sincères et offrir des prétextes plausibles aux attaques des adversaires les plus enfiévrés. Dans les faits, même si on ne le voulait pas et si on ne le dit pas, *Giustizia e Libertà* a fini par acquérir le caractère d'un parti, et d'un «parti de gouvernement». Cela ne peut donc que susciter la méfiance, la rivalité ou des préventions chez tous les autres partis antifascistes et ne peut que diviser nombre de ceux que *Giustizia e Libertà* voulait unir. Les échos peu agréables des polémiques et des scissions au sein de la *Concentrazione* qui me parviennent jusqu'ici, en ce coin reculé d'Amérique, en sont la preuve.

Je ne sais pas si *Giustizia e Libertà* pourrait revenir en arrière et je ne prétend certes pas lui donner des conseils, moi qui suis en dehors de ce mouvement et si éloigné d'Europe. Il me semble cependant que *Giustizia e Libertà* pourrait se développer davantage et remplir plus pleinement sa tâche révolutionnaire s'il se débarrassait de sa structure de parti, s'il faisait abstraction de toute visée gouvernementale, s'il restait une organisation de combat, ouverte à toutes les tendances, visant la liberté. C'est-à-dire une organisation ayant pour but principal de sauver et de défendre la liberté au sein de la révolution, n'attachant - même par la suite - son sort à aucun gouvernement mais restant une force libre et indépendante; une force appuyant et suscitant le libre déploiement de la révolution sur le terrain pratique et créant des formes de vie et d'organisation fédéralistes permettant de concilier toujours plus les autonomies locales, la liberté individuelle et la solidarité de tous! C'est peut-être trop demander? Je ne sais pas, mais cela est probablement inutile puisque... ce qui est fait est fait.

Je ne discute pas le programme de *Giustizia e Libertà*. En matière de programme je préfère celui de mon parti, le programme anarchiste, qui n'est pas seulement - comme le croient la plupart des gens - un programme pour un futur éloigné, mais aussi et surtout un programme actuel de conduite pratique dans la lutte et la révolution. Celui de *Giustizia e Libertà*, d'ailleurs, me semble ne pas tenir assez compte de ce que sera, inévitablement, une révolution en Italie. Ses objectifs sont à la fois trop ambitieux et trop timorés. En effet, leur réalisation nécessiterait de tels efforts, un tel développement de la révolution (et je souhaite qu'elle l'aura) qu'ils seraient très vite largement dépassés et vouloir limiter la révolution à ces objectifs serait faire œuvre contre-révolutionnaire. Mais, si l'effort et le développement révolutionnaires étaient moindres, ces objectifs ne seraient pas atteints et alors il serait préférable d'en proposer de plus complets pour activer les choses. Il se peut aussi que les buts proposés par *Giustizia e Libertà* soient le reflet des tendances particulières du public antifasciste auquel il s'adresse, public qui n'est pas en majorité prolétarien (ce dernier veut bien davantage). Si tel était le cas, tôt ou tard, *Giustizia e Libertà* entrerait en conflit avec le prolétariat et nous serions alors avec ce dernier.

Je tiens à répéter, cependant, qu'une discussion sur le programme de *Giustizia e Libertà* serait une chose trop longue, même si certaines de ses parties se rapprochent beaucoup de mon point de vue (sur la décentralisation, sur la question agraire, etc...). Sur d'autres points enfin, comme par exemple celui de l'expropriation, il me semble avoir compris les raisons d'opportunité qui ont suggéré une certaine modération à *Giustizia e Libertà*. De toute façon, il me paraît inutile de trop entrer dans les détails car je suis convaincu que la révolution prendra peu en considération les différents programmes qui seront perçus comme de simples suggestions à expérimenter. Tout programme sera inévitablement transformé, en mieux ou en pire, au contact des faits et sous la pression des circonstances par ceux-là mêmes qui l'avaient proposé. Souvenons-nous que le programme de Lénine d'avant octobre 1917 était très différent (et meilleur) de celui qui prévalut par la suite. Programme qui poussa, jusqu'aux pires conséquences, les tendances autoritaires, totalitaires et dogmatiques auxquelles personne auparavant ne faisait attention ou n'accordait suffisamment d'importance.

Et c'est justement à cause des tendances de *Giustizia e Libertà* que la sympathie que j'ai éprouvée dès

les premiers jours pour cette organisation - malgré les divergences de programme et l'éloignement de nos partis - reste inchangée. Objectivement *Giustizia e Libertà* a représenté un progrès pour l'antifascisme socialiste et démocratique par rapport aux vieilles formations aux mentalités social-démocrates et réformistes. Que ce mouvement se soit placé sur un terrain franchement insurrectionnel, n'excluant pas même la révolte individuelle, a permis de rendre un service à la révolution qui va bien au-delà des bornes que *Giustizia e Libertà* s'était fixées lui-même. Ces considérations mises à part, son désir de liberté, son volontarisme, ses intentions favorables à l'action directe - surtout en Italie - ne peuvent qu'engendrer de la sympathie parmi ceux qui sont animés par des passions, des désirs et des volontés similaires. Nous devons tenir compte de cela, soit par esprit d'équité, soit pour éviter que, en nous isolant dans un sectarisme hargneux, certains d'entre nous - et non des pires - soient attirés en dehors de notre mouvement par *Giustizia e Libertà* au point d'en être absorbés et détournés des objectifs de notre programme, objectifs qui sont très différents de ceux de *Giustizia e Libertà*.

Ces observations et ces jugements m'ont été suggérés surtout - éloigné comme je le suis des hommes et des choses - par la lecture des fascicules de *Giustizia e Libertà*, si imprégnés d'idéalisme, si pleins de foi et en même temps si sereins, si raisonnés et documentés. Il me semble qu'ils doivent avoir en Italie le même effet de consolation et d'aiguillon que jadis - ainsi que nos vieux nous le racontaient - les fascicules de la *Giovine Italia* de Mazzini à une époque où le pays était moins «autrichien», «papiste» et «bourbon» que maintenant.

Bref, quelle devrait être l'attitude à adopter envers *Giustizia e Libertà*, telle qu'elle est actuellement, surtout parmi ceux qui tiennent à diriger la révolution vers la liberté? Selon moi, ceux qui ne partagent pas son programme, ou qui n'y adhèrent pas car ils militent dans d'autres groupements révolutionnaires, devraient adopter, tout en restant en dehors de cette organisation, une attitude empreinte de cordialité. Cela implique le devoir moral d'éviter toute polémique malveillante, toute rivalité mesquine, tout sectarisme injustifié. Mais cette attitude ne doit pas exclure la critique et les discussions sereines portant sur les points controversés du programme de *Giustizia e Libertà* ou sur ses éventuelles erreurs, tient à l'actualité ou bien aux simples considérations concernant le mouvement prolétarien français, sur ce point aussi il est possible d'émettre de justes critiques. Chez les politiciens socialistes et communistes c'est l'opportunisme qui l'emporte; opportunisme électoral - comme nous l'avons déjà mentionné -, mais aussi volonté de se substituer l'un à l'autre ou de se voler la clientèle. Cela pourrait se comprendre, jusqu'à un certain point. Malheureusement le langage utilisé par certains organes de presse, spécialement communistes, dévoile l'importance excessive que l'on y accorde. Le langage utilisé par les uns et par les autres - sans parler de celui d'hier, propre à de véritables ennemis -, est bien d'un couple qui vient de se marier par intérêt mais sans estime réciproque et qui pense déjà au divorce. On verra d'ailleurs très vite si nous avons raison ou tort.

Inutile de préciser, pour ceux qui nous connaissent, que nous préférierions avoir tort. Nous sommes trop éloignés - sauf par notre hostilité au fascisme, - des idées et des mentalités qui ont présidé à la formation du bloc social-communiste français, pour qu'on puisse nous soupçonner d'opportunisme. Et pourtant, en dépit des considérations pessimistes exposées plus haut, nous affirmons, en pleine liberté d'esprit, que cet accord peut se révéler d'un point de vue général objectivement utile, peut-être plus à l'extérieur qu'à l'intérieur de la France.

L'utilité de ce bloc est cependant fortuite car sa portée morale ne résulte nullement des motivations et des intentions réelles des deux partis promoteurs mais est due à l'influence que cet événement peut exercer, au dehors, sur les masses abattues et divisées face à un ennemi hardi. Si l'accord obtenu entre les deux partis prolétariens dans un pays comme la France permettait aux masses de reprendre courage, s'il servait d'aiguillon aux prolétaires et aux révolutionnaires des différentes tendances pour rechercher les points de consensus en vue d'une action commune, on pourrait estimer alors les résultats de cet accord vraiment positifs.

Une telle éventualité, même limitée, ne serait certes pas à négliger, à condition toutefois que l'on ne laisse pas échapper l'occasion en attendant - en France ou ailleurs - d'un accord purement pragmatique passé entre deux partis des résultats pratiques qu'il ne peut pas donner. Seule peut être vraiment efficace une intervention commune et solidaire au-dessus des partis, en dehors des parlements, sur le terrain de l'action directe et révolutionnaire, de toutes les forces prolétariennes et populaires pour la défense et la conquête de la liberté, contre le capitalisme et contre l'État.

Mais cela doit se faire avant que les inévitables désillusions provoquées par l'œuvre des partis légalistes et autoritaires fassent renaître la méfiance ou éteignent ces nouveaux espoirs. Bref, à condition qu'au plus

vite l'initiative de l'entente passe des partis aux masses et ne s'épuise pas dans le cercle vicieux des partis voulant aller au pouvoir et qui, de ce fait, sont portés davantage à lutter entre eux qu'à coopérer.

Quelle confiance, en effet, peut-on accorder à des partis qui, avant toute chose, soit au moyen d'élections, soit par des coups de force, veulent conquérir l'État? Comment ne pas se souvenir que les socialistes en Espagne, et plus encore les communistes en Russie, nous ont fourni le spectacle de gouvernements mettant en pièce cette liberté au nom de laquelle on invoque l'union contre le fascisme?

En France, socialistes et communistes se sont mis d'accord pour «*défendre la liberté*». Cette reconnaissance de la part des communistes dictatoriaux est symptomatique - même si par liberté on entend celle partielle et aléatoire de la démocratie. Si pour les chefs et les politiciens cette reconnaissance n'est guère sincère, mais motivée par un pur opportunisme, elle n'est pas moins révélatrice de l'état d'esprit des masses qui les suivent; état d'esprit dont on ne peut que se réjouir. C'est cette tendance venant d'en bas, de la périphérie, qui a contribué à pousser les centres des partis à rechercher un accord. Et ce sont ces dispositions, plus ou moins conscientes, des masses socialistes et communistes que nous observons avec satisfaction. Elles nous incitent à accorder cette confiance révolutionnaire que nous nions aux partis et aux chefs.

Adversaires intransigeants de ces partis, nous ne sommes pas pour autant aveuglés par le sectarisme au point de ne pas voir qu'ils ont derrière eux une grande partie des masses. Sans elles aucune révolution ne serait possible, mis à part quelques coups de main autoritaires et dictatoriaux qui répugnent plus que toute autre chose à nos idées et à nos sentiments.

C'est pour cela que nous enregistrons avec plaisir - même si ce plaisir est gâté par nombre de doutes et de préoccupations - tout signe de réveil ou de progrès, d'esprit d'union, de liberté et d'action au milieu des masses. N'oublions pas, cependant, que les vrais révolutionnaires doivent profiter de cela sans se laisser attirer par les partis qui aspirent au pouvoir, quel que soit leur drapeau. Ils doivent, au contraire, essayer de leur enlever les masses et pousser ces dernières à mettre en œuvre une fraternité autonome supérieure, par la révolte contre tous les privilèges et tous les pouvoirs.
